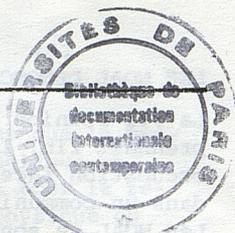


# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



## Informations du Guatemala

4° année, N° 187

Du 5 au 11 septembre 1986

### POLITIQUE

Les NOAL dénoncent le fait que la violence perdure  
Cerezo déclare qu'il n'y aura pas de procès contre les militaires  
Cerezo nie l'existence de violence politique  
L'amnistie militaire est une erreur politique  
Cerezo appuie les revendications militaires  
Le gouvernement et l'armée ont l'intention de détruire le GAM  
Création d'un autre organisme syndical démocrate-chrétien  
Contre la visite présidentielle en Europe et aux Etats-Unis  
Les agriculteurs et exportateurs ne paient pas les salaires minima  
Les Chefs d'entreprises proposent de construire des logements avec  
les salaires des ouvriers  
Entretien entre Habib et Cerezo  
Nouveau Directeur pour l'AID

### ECONOMIE

Le gouvernement autorise la participation de 6 nouvelles banques  
Le gouvernement importe et libère le prix du sucre

### CONTRE-INSURRECTION

Opérations militaires à Chimaltenango

### INSURRECTION

L'ORPA repousse la contre-offensive gouvernementale

### SITUATION SOCIALE

Dernière place pour le Guatemala en matière de santé  
Augmentation du chômage

### MOUVEMENT POPULAIRE

Les ouvrières occupent une fabrique textile dans la capitale  
Chute grave dans l'industrie de la confection  
Des étudiants bloquent l'accès de l'Université Nationale

### DROITS DE L'HOMME

11 assassinats en 24 heures  
Assassinats et enlèvements de paysans  
Découverte de cadavres de personnes enlevées  
Prêtre menacé de mort  
Des juristes européens étudieront la situation des Droits de l'Homme

4° P. 12315

## POLITIQUE

### LES NOAL DENONCENT LE FAIT QUE LA VIOLENCE PERDURE

La VII réunion au sommet du Mouvement des Pays Non Alignés -NOAL-qui prenait fin, le 7 septembre à Harare, au Zimbabwe, exprimait sa préoccupation face au maintien de la violence qui affecte le Guatemala, dans un communiqué diffusé au terme de l'assemblée.

Les NOAL se sont prononcés, de la même, pour une solution politique "avec la plus grande participation possible" de tous les secteurs de la société guatémaltèque, face au conflit interne que vit le pays et ils ont demandé le respect des Droits de l'Homme pour les guatémaltèques.

### CEREZO DECLARE QU'IL N'Y AURA PAS DE PROCES CONTRE LES MILITAIRES

Le Président Vinicio Cerezo ratifiait le fait que son gouvernement n'autoriserait pas les procès contre les militaires responsables de la répression et des violations massives des Droits de l'Homme. Cette affirmation provient d'une entrevue concédée par le Président au journal péruvien la Crónica et reproduite par le journal du matin mexicain Uno más Uno, le 9 septembre.

D'après Cerezo, son gouvernement préfère regarder vers l'avant et ne pas chercher dans le passé "des causes d'affrontements entre guatémaltèques".

Le Président a réitéré sa volonté de ne pas dissoudre les patrouilles d'auto-défense civile -PAC-, organisées et dirigées par l'armée, étant donné que la démocratie, a-t-il souligné, "n'est pas un acte ingénu".

### CEREZO NIE L'EXISTENCE DE VIOLENCE POLITIQUE

Le 5 septembre, le Président Cerezo affirmait que la violence au Guatemala n'a pas d'origines politiques. Cette remarque se situe dans le cadre des informations données par le Président et relatives aux 2000 personnes qui durant son mandat ont été poursuivies devant les tribunaux, sous l'inculpation de crimes, et dont 67% ont été finalement libérées.

Pour sa part, le Ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil faisait savoir le 8 septembre que prochainement, 2000 agents et 450 nouveaux véhicules viendraient s'ajouter aux différents corps de police qui opèrent dans le pays.

### L'AMNISTIE MILITAIRE EST UNE ERREUR POLITIQUE

Le 7 septembre, le Colonel Francisco Luis Gordillo, ancien membre du triumvirat de la Junte Militaire qui devait renverser le Général Romeo Lucas en mars 1982, déclarait que le décret 8-86 qui accorde l'amnistie politique aux militaires responsables de violations des Droits de l'Homme constitue une erreur politique qui n'aurait jamais dû être comise.

Gordillo a précisé que "cette amnistie n'était pas nécessaire et que personne ne la demandait".

### CEREZO APPUI LES REVENDEICATIONS MILITAIRES

Le 3 septembre, des sources émanant du Congrès indiquaient que le Président Vinicio Cerezo avait envoyé au Congrès de la République un projet de loi afin de régler un fond de prestations pour la réinsertion et l'indemnisation pour des cas d'incapacité physique ou psychique des militaires. Ce projet sera discuté dans les prochains jours.

Les porte-paroles parlementaires ont signalé, de même, qu'il n'y avait pas encore de dates prévues pour la discussion de la proposition de dérogation au projet d'amnistie politique pour les militaires ayant violé les Droits de l'Homme. Ce projet date depuis la fin juin et avait été présenté par le Groupe d'Appui Mutuel, composé des proches des disparus.

### LE GOUVERNEMENT ET L'ARMEE ONT L'INTENTION DE DETRUIRE LE GAM

Le 5 septembre, le GAM dénonçait le fait que l'armée et le gouvernement du Président Vinicio Cerezo ont l'intention de détruire le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- par le truchement des sections d'intelligence S-2, et d'opérations S-3, des forces armées.

Les membres du Groupe signalaient que des effectifs de sécurité gouvernementaux, vêtus en civil, menaient à bien une campagne psychologique dans le but d'inspirer la peur et la méfiance et de créer des dissensions au sein de cet organisme humanitaire.

### CREATION D'UN AUTRE ORGANISME SYNDICAL DEMOCRATE-CHRETIEN

Le 7 septembre, le Front National des Travailleurs Démocrates-Chrétiens Guatémaltèques FNTDCG, était créé publiquement par le biais d'un communiqué dans lequel un appel était lancé aux fins de surmonter la crise moyennant "l'unification des efforts du peuple et du gouvernement".

La FNTDCG vient rejoindre de là même l'Association Nationale des Travailleurs de l'Etat du Guatemala -ANTEG- et de la Coordination Générale des Travailleurs du Guatemala -CGTG-, groupements démocrates-chrétiens autorisés au cours de cette année.

### CONTRE LA VISITE PRESIDENTIELLE EN EUROPE ET AUX ETATS-UNIS

Le 6 septembre, des milieux de presse indiquaient que des dirigeants syndicaux et politiques, y compris plusieurs députés démocrate-chrétiens, s'étaient opposés à la décision présidentielle d'effectuer une visite étendue et en grande pompe en Europe et aux Etats-Unis étant donné la grave crise économique qui frappe le pays à laquelle s'ajoute la situation politique et sociale.

Le 3 septembre, le Président Vinicio Cerezo annonçait la réalisation d'une visite d'un groupe composé de 40 personnes qui débiterait le 27 septembre en Espagne, France, Allemagne, Italie et Belgique, où il espérait obtenir une aide pour une valeur de 300 millions de dollars et à laquelle participeraient des ministres, des dirigeants de divers partis politiques, des artistes, deux dessinateurs de mode et des chefs d'entreprises.

#### LES AGRICULTEURS ET EXPORTATEURS NE PAIENT PAS LES SALAIRES MINIMA

Au cours de déclarations faites à la presse, le 7 septembre, le Ministre du Travail, Catalina Soberanis, reconnaissait que bon nombre de chefs d'entreprises du secteur agricole ne payaient pas les salaires minima à leurs travailleurs.

La fonctionnaire ajoutait qu'une pratique commune pour éviter de rémunérer les paysans était de les obliger à signer des documents qui reprenaient un chiffre plus élevé que la somme effectivement perçue.

#### LES CHEFS D'ENTREPRISES PROPOSENT DE CONSTRUIRE DES LOGEMENTS AVEC SALAIRES DES OUVRIERS

Le 7 septembre, la Chambre Guatémaltèque de la Construction, organisme du secteur privé envoyait un avant-projet de loi au Congrès de la République afin de créer un Fonds pour le logement, dont le capital proviendrait exclusivement de 5% mensuel puisé dans le salaire des travailleurs auquel s'ajouterait un appui public de 10 millions de quetzales (quelques 3,3 millions de dollars).

Les chefs d'entreprises indiquent que le problème du logement au Guatemala, qui se chiffre par un déficit estimé à plus d'un demi-million, exige "des mesures urgentes" aux fins de le résoudre.

#### ENTRETIEN ENTRE HABIB ET CEREZO

Le 9 septembre, on signalait que l'Ambassadeur itinérant de l'administration Reagan pour l'Amérique Centrale, Philip Habib s'était entretenu, le 8 septembre avec le Président Vinicio Cerezo, au début d'une visite effectuée dans la région à l'exception du Nicaragua.

Habib a déclaré qu'au cours de cette visite sa mission était "d'écouter" les mandataires de la région sur le thème de la situation critique qui prévaut.

#### NOUVEAU DIRECTEUR POUR L'AID

Le 7 septembre, le docteur Anthony Cauterucci a été nommé nouveau directeur de l'Agence Internationale pour le Développement, du gouvernement des Etats-Unis, au Guatemala. Cauterucci remplace Charles Costello qui exerçait cette fonction depuis novembre 1985.

#### ECONOMIE

##### LE GOUVERNEMENT AUTORISE LA PARTICIPATION DE 6 NOUVELLES BANQUES

Le 2 septembre, le Président de la Banque du Guatemala, Federico Linares signalait que 6 nouvelles banques -4 nationales et 2 banques américaines- rejoindraient au cours des prochaines semaines le système bancaire du Guatemala, actuellement composé de 19 institutions dont 5 appartiennent à l'Etat.

Les banques américaines, Citybank et Banque de Boston entreprendraient des activités liées à un capital de 12,2 millions de quetzales (environ 4 millions de dollars).

##### LE GOUVERNEMENT IMPORTE ET LIBERE LE PRIX DU SUCRE

Le 5 septembre, des sources présidentielles faisaient savoir que le

Président Vinicio Cerezo avait autorisé par le biais d'un accord gouvernemental transmis le 4 septembre, l'importation de sucre pour une quantité encore inconnue à ce jour.

Ainsi, un chargement de 14000 tonnes métriques de sucre destinées à l'exportation ont été embarquées le jour même à Puerto Quetzal, dans le département méridional de Escuintlá, et à destination des Etats-Unis.

D'autre part, le Président de la Commission Départementale de Régulation des prix, Alejandro Falla Figueroa renonçait à son poste, le 5 septembre, aux fins de protester contre l'autorisation accordée par le Président d'augmenter de 33% le prix du sac de 100 livres de sucre.

#### CONTRE-INSURRECTION

##### OPERATIONS MILITAIRES A CHIMALTENANGO

Le 7 septembre, l'armée a réalisé des opérations répétées dans le but de semer la terreur et d'intimider la population des municipalités de Patzún, San Miguel Pochuta, Acatenango et San Pedro Yepocapa, du département central de Chimaltenango. Ces informations ont été données par des habitants desdits lieux.

Les habitants ont précisé qu'au moins 3 personnes avaient "disparus" après avoir été capturées par des effectifs militaires, deux de ces personnes à Patzún et une femme de la propriété Providencia, située entre San Miguel Pochuta et Acatenango.

#### INSURRECTION

##### L'ORPA REPOUSSE LA CONTRE-OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE

Un communiqué rebelle datant du 5 septembre signale que l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- avait repoussé la contre-offensive gouvernementale, occasionnant par la même 36 pertes dans les rangs de l'armée et un hélicoptère endommagé.

Dans le cadre de cette contre-offensive, depuis le 28 août, l'armée a concentré plus de 1500 effectifs et équipements dans les départements de Sololá et Suchitepéquez. De même elle a stationné 200 soldats dans un endroit connu sous le nom de "El Mirador", municipalité Santiago Atitlán, dans les environs l'assaut des forces insurrectionnelles avec comme conséquence une perte de 31 effectifs gouvernementaux. Ces précisions ont été signalées dans le message de l'ORPA. De même, selon le communiqué, des unités guérillères ont attaqué le 30 août, des forces des l'armée régulière qui effectuaient une campagne de terreur et de menaces contre la population civile de la municipalité El Tumbador, dans le département occidental de San Marcos. L'armée a subi 5 pertes humaines et celle d'un hélicoptère militaire.

#### SITUATION SOCIALE

##### DERNIERE PLACE POUR LE GUATEMALA EN MATIERE DE SANTE

Le 5 septembre, le député Mario Taracena signalait que le Guatemala occupait la dernière place en Amérique Centrale en ce qui concerne les dépenses par tête d'habitants en matière de santé.

Le parlementaire a précisé que le Guatemala ne consacre que 22,7dollars par an pour la santé de chacun des 8 millions d'habitants et que l'indice de mortalité infantile s'élève à 79,7 pour mille enfants nés vivants, ce qui revient à dire que 24.179 enfants de moins d'un an meurent chaque année.

#### AUGMENTATION DU CHOMAGE

Le 5 septembre, les chiffres de l'Association Nationale de Cesantes de Guatemala -ANCG- rendus publics indiquaient que le total des chômeurs et des personnes sous-employées au Guatemala s'élève à 67% de la Population Economiquement Active -PEA-  
Au cours de précédentes occasions, les organismes nationaux et internationaux avaient estimé le chômage et le sous-emploi à un pourcentage situé entre 45 et 50%.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### LES OUVRIERES OCCUPENT UNE FABRIQUE TEXTILE DANS LA CAPITALE

Le 9 septembre, la presse locale signalait que des dizaines d'ouvrières avaient occupé, le 4 septembre, les installations de la fabrique textile "Pindú", dans la ville de Guatemala, aux fins d'exiger le réengagement de 35 travailleurs récemment licenciés et dans le but également de demander une augmentation salariale.

Des effectifs des forces de sécurité gouvernementales et privées ont essayé de pénétrer de force dans les installations mais ils ont été repoussés par les ouvrières qui ont dénoncé l'arbitraire des patrons et le refus de ce secteur d'entamer des négociations.

##### CHUTE GRAVE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONFECTION

Le 4 septembre, l'Association Nationale des Couturières -ANC-, de création récente faisait savoir que l'activité dans cette branche de l'industrie avait diminué de 40% pour cette année, ce qui affecte des milliers de familles qui en dépende.

Dans une lettre adressée au Ministère de l'Economie, les couturières dénoncent le fait que les matières premières ont subi une augmentation allant jusqu'à 100%, cette augmentation n'ayant pourtant pas fait l'objet d'une justification de la part du patronat dans ce secteur.

##### DES ETUDIANTS BLOQUENT L'ACCES DE L'UNIVERSITE NATIONALE

Les accès de l'Université de San Carlos -USAC- ont été bloqués durant 3 jours consécutifs par des dizaines d'étudiants qui réclamaient une explication officielle et une indemnisation légale pour les dommages subis, en souvenir du premier anniversaire de l'occupation de ce centre d'études par l'armée, le 3 septembre 1985.

L'Association des Etudiants Universitaires -AEU- a exigé du gouvernement démocrate-chrétien une enquête exhaustive afin de déterminer les responsabilités. Ils réclament en outre le paiement des dommages occasionnés, qui s'élèvent au moins à un million de quetzales (quelques 300.000 dollars).

## DROITS DE L'HOMME

### 11 ASSASSINATS EN 24 HEURES

11 personnes ont été assassinées par des effectifs de sécurité, vêtus en civil en 24 heures. Quatre des victimes sont mortes égorgées et 7 autres sont mortes criblées de balles. Ces informations proviennent de sources étrangères et sont datées des 3 et 4 septembre.

Les cadavres égorgés ont été retrouvés dans les départements de Santa Rosa, Guatemala et Huehuetenango, alors que les autres victimes ont été retrouvés dans les villes de Guatemala, la Vielle ville de Guatemala et Sololá, dans les municipalités Villa Nueva et Villa Canales, près de la capitale du pays.

Les milieux de presse ont signalé que le 3 septembre, madame Irma Yolanda Gudiel Pineda, était enlevée par des effectifs de sécurité dans le département oriental de Jutiapa.

### ASSASSINATS ET ENLEVEMENTS DE PAYSANS

Le 8 septembre, on apprenait que l'agriculteur Carlos del Cid avait été assassiné par des agents de police, par balles, sur un chemin de terrasserie qui conduit à la propriété La Pastoria, à la hauteur du 43ème kilomètre de la route qui va jusqu'au Salvador, dans la juridiction de Santa Rosa.

De même, deux personnes non-identifiées ont été enlevées par la police, le 7 septembre, dans la municipalité Mixco, dans les environs immédiats de la Ville de Guatemala.

Le 7 septembre, le cadavre décapité et portant les traces d'impacts de balles de Mardoqueo Pineda Corleto, âgé de 38 ans, au kilomètre 75 de la route qui conduit à la frontière du Salvador, dans le département de Santa Rosa.

### DECOUVERTE DE CADAVRES DE PERSONNES ENLEVEES

Le 4 septembre, des sources étrangères signalaient que le mécanicien Roberto Ajuria Aguirre, âgé de 46 ans et l'agent de ventes Emilio Germán Orozco Ramirez, de 32 ans, avaient été enlevés par des agents de police au cours des derniers jours et avaient été retrouvés morts et portant des traces de torture sur la route qui va de la ville de Guatemala à la frontière du Salvador.

De même, une personne non-identifiées a été assassinée, le 2 septembre, par des éléments des forces de sécurité qui l'ont assassinée par balles dans la ville de Guatemala.

Le 2 septembre, les cadavres de Edwin Abel Quisquinay et Ovidio Gudiel Girón, étaient retrouvés portant des marques évidentes de torture, d'étranglement et de blessures causées par des armes à feu. Ces deux personnes avaient été enlevées par des effectifs gouvernementaux les 15 et 16 août dans la capitale du pays.

### PRETRE MENACE DE MORT

Le 4 septembre, au cours d'une conférence de presse de l'Archevêque du Guatemala, on apprenait que le prêtre italien Tisiano Sofia, curé de la paroisse de Ixcán, municipalité de Playa Grande, dans le dé-

partement de El Quiché avait été menacé de mort étant donné les tâches sociales qu'il effectue dans cette communauté.

Le religieux a ajouté qu'il n'avait pas l'intention d'abandonner le pays en dépit des menaces proférées à son égard et il a rejeté les accusations portées à son encontre, à savoir qu'il se livrerait à de la contrebande d'articles luxueux. Accusation qui a été portée par le Comité de Reconstruction National, organisme dirigé par l'armée.

#### DES JURISTES EUROPEENS ETUDIERONT LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Le 6 septembre, le juriste José Maria Mena, Présidente de l'Organisation des Magistrats d'Espagne indiquait que des membres de l'Association Européenne des Juges, qui regroupe plus de 3000 affiliés, étaient arrivés dans le pays pour observer la situation des Droits de l'Homme.

Les juristes qui participent à une conférence de presse du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- ont indiqué qu'ils espèrent pouvoir s'entretenir avec le Président Vinicio Cerezo, le Président de la Cour Suprême de Justice, les Ministres de la défense et de l'Intérieur ainsi que les hauts-placés dans la hiérarchie catholique.